

COMPTE-RENDUS

DROGUES ET TRAFICS

CHOUVY, Pierre-Arnaud & MEISSONNIER, Joël, *Yaa baa, production, trafic et consommation de métamphétamine en Asie du Sud-Est continentale*, Paris, L'Harmattan, Bangkok, IRASEC, 2002, XVI - 310 p. [L'Harmattan, 5-7 rue de l'École Polytechnique, 75005 Paris]

La production et la consommation de métamphétamines ont explosé en Asie du Sud-Est depuis le début des années 1990. S'agit-il simplement d'une évolution prévisible du traditionnel trafic de drogue du Triangle d'Or, ou le succès de ce nouveau stupéfiant répond-t-il à d'autres logiques ? P.-A. Chouvy, géographe spécialisé sur l'étude des stupéfiants et chargé de recherche au C.N.R.S., et Joël Meissonnier, docteur en sociologie, basé en Thaïlande, livrent un premier état de la question destiné à un public de non-spécialistes ; ils prennent ainsi le relais des travaux du défunt Observatoire géopolitique des drogues. L'étude s'effectue en trois parties. La première dresse un historique de la production des métamphétamines dans le Sud-Est Asiatique ; la seconde analyse les circuits de distribution ; et la troisième, les aspects sociologiques de leur diffusion.

Psychostimulants provoquant une hyperexcitation, les amphétamines sont commercialisées soit sous forme de sulfates (amphétamines stricto sensu), soit sous forme de chlorhydrates (méthamphétamines), le succès de ces dernières venant d'un effet plus rapide et prolongé. Classée comme drogues en 1971, la méthamphétamine est le plus souvent obtenue à partir d'alcaloïdes de type phénéthylamine – qui peuvent être de synthèse. Elle est fabriquée en Asie orientale à partir de l'éphédra, qui pousse en Inde, en Asie du Sud-Est et surtout en Chine (1^{er} producteur mondial avec quelque 200 t), où elle est traditionnellement utilisée dans la pharmacopée. 1,6 t d'éphédrine donne 1 t de méthamphétamine. La production de méthamphétamines se développe dans le Triangle d'Or, dans les zones de production d'héroïne. Les Haw installés en Birmanie (où on les nomme Panthay) à la suite des révoltes de 1856 au Yunnan – notamment à Kokang, dans la partie des états Shan frontalière de la Chine – jouent un rôle clé dans le trafic des opiacés. Le trafic s'est développé dès les années 1950 sous les pressions antagonistes de la Chine, des débris du Kuomintang, du parti communiste birman (P.C.B. - drapeau blanc, aux troupes majoritairement constituées de Wa). Au début des années 1980, 50% de l'opium du Triangle d'Or était consommé tel quel sur place, et le reste transformé en héroïne (ou morphine) ; en 1995, 75% de l'opium est transformé en héroïne. Les recompositions récurrentes – côté birman – de la zone frontalière avec la Chine, avec l'émergence depuis le milieu

des années 1990 de l'United Wa State Army (U.W.S.A.), et de la Shan State Army (S.S.A.-South), et l'insécurité chronique qui y règne, constituent le principal stimulant au développement des méthamphétamines.

Entre 1996 et 2000, la proportion de consommateurs de *yaa baa* parmi les drogués traités dans les hôpitaux thaïlandais est passée de 12 à 74%. La majorité des méthamphétamines provient des régions Wa en Birmanie (50 laboratoires en 2000, 87 en 2001). Moyennant des partenariats à géométrie variable sur le terrain avec l'armée et les services birmans, elle s'écoule via des réseaux thaïlandais, lesquels font également un trafic de caféine, souvent associée à l'éphédrine. À peu près tous les réseaux de l'héroïne se sont mis aux métamphétamines, sans compter les nouveaux venus comme les Karen 'pro-gouvernementaux' de la Democratic Karen Buddhist Army (D.K.D.A.). La Thaïlande, qui se retrouve sur la ligne de front, ferait feu de tout bois, allant jusqu'à recruter des ex-membres des S.A.S. britanniques pour entraîner des Karen opposés à la D.K.D.A. (p. 71). Des laboratoires existaient de surcroît au Cambodge, à Koh Kong, Pailin, Poipet et même à Phnom Penh ; au Laos (Bokeo) ; et surtout en Chine (au Fujian, sur la base d'une filière nippono-taiwanaise). De nouveaux itinéraires ont été mis en place dans le Triangle d'or, via la Thaïlande, le Laos et le Cambodge, et aussi via le sud thaïlandais (mer des Andaman).

L'existence d'un important secteur d'économie 'grise' en Thaïlande (de 10 à 20% du P.I.B.) fait d'elle une proie facile pour les réseaux de la drogue. Les méthamphétamines quittent la Birmanie par les pistes muletières, ou le long de routes peu fréquentées, puis sont stockées dans des points de chute à la frontière. Une fois arrivées en Thaïlande, elles passent par sept intermédiaires – où il faut distinguer entre propriétaire et détenteur physique – avant d'atteindre le consommateur. Toutes les régions du pays sont concernées. L'âge moyen des consommateurs se situe entre 16 et 23 ans. Le *yaa baa* touche tous les milieux. Ouvriers, pêcheurs, paysans récoltant la canne, à la recherche de produits énergisants permettant de travailler plus longtemps. Mais ce sont surtout les jeunes qui consomment, majoritairement des garçons – en groupe, d'autant que le *yaa baa* véhicule une image positive de "médicament" et non de stupéfiant, ne serait-ce que par ce qu'il stimule l'attention. La réprobation sociale ne joue que lorsque le drogué perd son contrôle et porte les stigmates de son addiction. Les jeunes des classes moyennes, les plus touchées par la crise, n'ont d'autre ambition que de se divertir pour échapper à un cadre social qui reste rigide jusqu'à la fin du secondaire. La sélection (20% seulement des diplômés du secondaire rentrent à l'université), la mobilité géographique des familles, le travail urbain sont autant de facteurs qui – au regard de la société thaïe – favorisent le *yaa baa*. Sur cette base, les auteurs définissent un modèle socio-économique du *yaa baa* : quatre profils types de consommateurs, l'expert, le "marginal sécant", le noctambule et l'assidu (schéma p. 258) ; trois catégories de consommateurs (schéma p. 259) – séparés par une barrière de génération et passant d'un comportement coûteux (dépensier) à un comportement rémunérateur (schéma p. 265). La sortie du *yaa baa* est possible tant que le comportement est faiblement rémunérateur (p. 266).

Au Cambodge, la consommation du *yaa baa* s'explique avant tout par la pauvreté. En Birmanie, elle concerne surtout les travailleurs effectuant des travaux quasi-forcés (mines, routes, etc.). Au Laos, elle reste un épiphénomène : pour développer le *yaa baa*, il faut un marché significatif, autrement dit, des classes moyennes avec un minimum de pouvoir d'achat.

L'ouvrage de P.-A. Chouvy et Joël Meissonnier – qui constitue une première – décrit avec précision l'expansion des métamphétamines en Asie du Sud-Est. Tout au plus regrettera-t-on (p. XVI) que les quelques données chiffrées relatives à la Birmanie ne mentionnent que le taux de change officiel, 6,59 kyats pour 1 \$, et non le taux parallèle, quelque 1000 kyats pour 1 \$, le plus utilisé ; et que les données relatives au P.I.B. birman reprennent des évaluations dénuées de fondements économiques, mais – ce qui est tout à décharge des auteurs – traînant malheureusement dans diverses banques de données. On sera en revanche particulièrement sensible aux cartes, et davantage encore à la modélisation proposée, originale et convaincante. Muni d'un index et d'une bonne bibliographie, l'ouvrage constitue, cela va de soi, une référence.

Marie-Sybille de VIENNE

CHOUVY, Pierre-Arnaud, *Les territoires de l'opium, conflits et trafics du Triangle d'Or et du Croissant d'Or*, Genève, Olizane, 2002, 539 p. [Olizane, rue des Vieux Grenadiers 11, CH-1205 Genève]

Alors que l'on pourrait croire au vu du succès des drogues de synthèse (voir c.r. précédent) que les opiacés perdraient de leur importance économique, P.A. Chouvy démontre l'inverse : c'est l'objet de cette publication de sa thèse de géographie, soutenue à Paris I en 2001. L'exposé se décompose en trois parties : l'analyse de la production et la transformation de l'opium (ch. 1 à 3) ; l'évolution du marché (ch. 4 à 6) ; les implications géopolitiques (ch. 7 à 9).

Entre 1906 et la fin des années 1980, la production mondiale d'opium a été divisée par quarante. Loin d'être en voie d'éradication, elle quadruple au cours de la décennie 1990, avec l'émergence d'un nouveau pôle de l'opium, le Croissant d'or. Le pavot à opium est l'une des rares plantes qui n'existe plus à l'état sauvage. Des graines de pavot ont été découvertes dans des sites palafittiques suisses remontant à -4000 ; l'on trouve ensuite sa trace en Mésopotamie, puis dans la pharmacopée du monde méditerranéen. Si ce sont les marchands arabes qui en assureront la diffusion la plus large, de la Méditerranée jusqu'en Chine, il faudra toutefois attendre l'irruption des Portugais puis des grandes compagnies occidentales pour que, de produit médicinal, l'opium devienne un produit de consommation de masse – en Chine. Au point que celle-ci inverse la dynamique économique antérieure et se

retrouve au début du XX^e s. premier producteur mondial d'opium, avec quelque 35.000 tonnes par an. La réduction des cultures en Chine, puis la prohibition de la drogue ouvraient ensuite la voie au narcotraffic.

Reste que, si l'opium peut être cultivé dans pratiquement toutes les régions tempérées, méditerranéennes ou tropicales, il n'est pas d'une production aisée : les rendements peuvent varier de 1 à 10 (du simple au triple entre le Triangle d'or et le Croissant d'or) ; et la culture nécessite beaucoup de main d'œuvre (150 à 200 capsules traitées à l'heure quand un hectare en contient de 120.000 à 275.000). Ce n'est qu'après une série d'opérations, séchage, raffinage, extraction de la morphine, qu'il peut être transformé en héroïne, laquelle nécessite en sus de l'anhydride acétique.

Si malgré ces contraintes culturelles, la production d'opium s'est développée dans le Triangle d'or et le Croissant d'or, c'est qu'en dépit d'évidents contrastes géo-historiques, les deux régions partagent une même complexité : un enchevêtrement de populations dans des zones refuges situées à la périphérie des grands empires, suffisamment isolées pour demeurer des marges, et en même temps au carrefour de voies caravanières pluriséculaires propices au transit de produits de faibles volumes. Le tout assorti d'un état de guerre chronique.

L'éradication de l'opium en Chine consécutive à l'arrivée des communistes stimule ainsi la production d'opium côté birman le long des zones frontalières du Yunnan et de la Thaïlande. Le trafic se nourrit des rébellions ethniques et de leur répression jusqu'à l'émergence à la fin des années 1990 d'un acteur majeur : l'United Wa State Army (UWSA) – lequel s'est lancé depuis quelques années dans la production massive de méthamphétamines. Si la production diminue au Laos depuis quelques années, son potentiel de développement demeure très important. Mais la Thaïlande a virtuellement éradiqué la culture du pavot ; le Viêt-Nam reste un producteur mineur et sur le déclin ; le Cambodge se signale surtout par l'extension des cultures de cannabis. Le Triangle d'or perd ainsi sa suprématie au profit du Croissant d'or, du fait de l'explosion de la production afghane à la fin des années 1990. Les Talibans, tout comme Massoud ou le général Dostum, se sont financés en partie par les taxes prélevées sur la drogue, marchandant en 2000 avec les États-Unis une réduction drastique des cultures d'opium – sans succès. L'Iran et le Pakistan ne produisent presque plus d'opium, mais restent des zones de transit essentielles. L'Asie centrale présente un risque évident de prolifération du pavot.

Reste à 'sortir' la production. Si les cargaisons empruntent les voies traditionnelles, le narcotraffic profite également des réseaux développés depuis les indépendances : il joue à la fois de l'inaccessibilité de certaines zones et de la prolifération des axes routiers. Dans l'Asie du Sud-Est péninsulaire, les itinéraires suivent les voies caravanières séculaires, l'ancienne route du jade vers la Chine, et les pistes muletiers vers le nord du Laos et la Thaïlande, contrôlées par les reliquats du Kuomintang, lesquels opèrent en partenariat avec les réseaux teochiu de Thaïlande et, jadis, la CIA. S'y ajoutent de 'nouveaux' itinéraires, maritimes à travers la mer des Andaman, et terrestres en direction de l'Inde. Côté Croissant d'or, l'interdiction de la culture d'opium en Iran en 1955 puis la révolution iranienne de 1979, entraînant un développement des cultures au Pakistan, ont réactivé les pistes de la région

frontalière du Nord Ouest et Balouchistan. La guerre d'Afghanistan allait donner à ce trafic une impulsion supplémentaire, en le liant au trafic d'armes à direction de la guérilla, aux mains des tribus pachtoun (Afridi et Shinwari) et baloutche. L'installation du pouvoir taliban en Afghanistan a permis au Pakistan de sécuriser ses débouchés afghans, tout en se brochant sur l'Iran et l'Inde. D'où le vote en 2000 par le parlement iranien d'un projet de fermeture de la frontière avec l'Afghanistan sur 754 km. La montée de l'islamisme en Asie centrale et la réouverture des routes alimentent pareillement le trafic avec le Kazakhstan et le Tadjikistan.

La majorité de la drogue produite en Asie est désormais consommée sur place. Les anciens producteurs, comme le Pakistan et la Thaïlande, sont devenus consommateurs, les métamphétamines et l'héroïne couvrant des segments différents. La consommation de drogue explose en Chine – notamment chez les Ouïghours, en Asie centrale et dans la Péninsule indochinoise, avec pour conséquence la propagation du sida. Ce qui rend la situation difficilement gérable est que les régions productrices se retrouvent aux croisements d'ensembles spatiaux multiples dont les délimitations ne se recoupent pas. Ces discontinuités constituent le fondement des économies locales ; s'y ajoute dans le Triangle d'or le jeu complexe centres / périphéries. L'absence de 'territoire', la vacuité politique, poussent ainsi au développement du pavot.

Mais surtout ces deux 'angles de l'Asie' – référence à Paul Mus – sont devenus, par acteurs interposés, l'enjeu de rivalités géopolitiques croissantes : régionales d'abord (Inde vs Chine et Pakistan, Birmanie vs Thaïlande, etc.), à leur tour instrumentalisées par les grandes puissances dans les contextes successifs de la guerre froide et de l'émergence d'un nouvel ordre mondial. A faible coût, le trafic de l'héroïne finançant une bonne partie des opérations. Reste que la pauvreté et le sous-développement n'entraînent pas à coup sûr le développement du narcotrafic. Si l'accumulation des griefs vis-à-vis des ethnies dominantes, en alimentant d'interminables rébellions ethniques, explique pour partie la situation du Triangle d'or, elle ne rend pas compte de la situation afghane, où le pavot est contrôlée par l'ethnie dominante, les Pashtoun. Pas plus que ne suffit à l'expliquer la 'théorie du lucre'.

P.A. Chouvy a rassemblé une masse considérable d'informations. On sera de surcroît sensible à ses annexes, statistiques d'abord (2 tableaux et 12 graphiques, pp. 444-451), et cela va sans dire pour un géographe confirmé, cartographiques (27 cartes, pp. 455-481) : par exemple, les routes caravanières des Panthay (n°4), les itinéraires du narco-trafic, Triangle d'or et Croissant d'or (9 à 15), etc. L'on regrette simplement, que, pour des contraintes éditoriales, les cartes n'aient pas été insérées dans le texte, d'autant qu'elles y sont utilement commentées. Les quelques erreurs de jeunesse (pp. 422-423, les Pathan sont des Pashtoun, le terme *pathan* étant la prononciation hindi de *pashtoun*¹ ; à la différence des Wa, Hmong, etc., les Shan sont

¹ Voir par exemple "Pashtuns of Afghanistan", <http://www.afghan-network.net/Ethnic-Groups/pashtuns.html>. ; "India and the Northwest Frontier", in *Askew's Glossary of Victorian Colonial Terminology*, <http://www.geocities.com/faskew/Colonial/Glossary/India.htm>.

bouddhistes, au même titre que les Siamois) n'obèrent pas la grande qualité d'un travail dont le principal mérite est de démontrer l'inadaptation structurelle de l'Etat moderne à gérer, au niveau local, des sociétés fortement segmentaires.

Marie-Sybille de VIENNE

BILANS CARTOGRAPHIQUES

DURAND, Frédéric, *Timor Lorosa'e, pays au carrefour de l'Asie et du Pacifique, un atlas géo-historique*, Champs-sur-Marne, P.U. de Marne-la-Vallée, Bangkok, IRASEC, 2002, 206 p. [IRASEC, 38/32 Sino-Thai Tower, Sukhumvit 21, Khlong Toey, Bangkok 10110, Thaïlande]

Publié par Frédéric Durand, maître de conférences à l'Université de Toulouse II - Le Mirail, à l'occasion de l'accession à l'indépendance de Timor-Est (22 mai 2002), préfacé par le prix Nobel de la Paix José Ramos Horta, cet ouvrage constitue le premier atlas contemporain relatif à Timor. Prenant le relais des travaux de Gabriel Defert, al. Stéphane Douvert², il s'appuie sur plusieurs mois d'enquête sur le terrain (en 2001), et le dépouillement de sources portugaises, indonésiennes et multilatérales.

L'ouvrage comprend 136 cartes commentées, organisées en 8 parties, que l'on peut regrouper en quatre grands thèmes : les grandes données géographiques (parties 1 et 2) ; la colonisation, portugaise et indonésienne (3 et 4) ; son bilan socio-économique (5 et 6) ; l'indépendance et son avenir (7 et 8).

L'atlas s'ouvre par une démonstration de la viabilité 'géographique' du nouvel Etat (42^e rang mondial par la superficie, 14.610 km², 44^e par la population, 800.000 habitants, fig. 1). Indépendance longtemps contrariée (fig. 2) : l'intégration de Timor-Est à l'Indonésie fut reconnue par l'Australie dès 1978, et ce jusqu'à fin 1998. Le retournement de l'Australie en 1999 et son engagement sur le terrain furent récompensés par le maintien de la zone de coopération maritime négociée avec l'Indonésie (fig. 4). Reste que la division en deux (Pante Macassar / Dili) du territoire timorais, et l'insuffisance du réseau routier (fig. 6 et 8) le rendent d'autant plus difficile à gérer qu'elles vont de pair avec un morcellement administratif (62 districts, 230 km² en moyenne !, fig. 7). Lequel sanctionne une grande complexité géologique (fig. 15) et une multiplication des reliefs (qui culminent à près de 3.000

² DEFERT, Gabriel, *Timor-Est, le génocide oublié, droit d'un peuple et raisons d'Etat*, Paris, L'Harmattan, coll. Recherches asiatiques, 1992, 323 p. ; "Timor-Lorosa'e : un nouvel Etat à l'heure du village global – Réflexions sur nos mythes et nos modes", pp. 327-345 de *Lusotopies-Timor, les défis de l'indépendance*, Paris, Karthala, 2001.

m, fig. 18), à la frange d'une ligne de failles (fig. 9 à 12) séparant le monde "australien" de l'Insulinde. Les sols ont des potentialités réduites (fig. 26), ce qui explique la concentration de la population autour et à l'ouest de Dili (fig. 27), l'écosystème des hautes terres du sud contrastant avec celui des plaines du nord (fig. 22-23, 30).

A l'est du monde malayophone et de la ligne Wallace (fig. 13-14), Timor se caractérise par son extrême diversité ethnolinguistique (fig. 31-32) : quelque 14 langues austronésiennes, et 6 langues papoues (à l'Est), la partie indonésienne de l'île étant largement plus homogène que Timor Lorosa'e. Partant, l'on dénombrait à Timor-Est une quarantaine de chefferies à la fin du XIX^e s. (fig. 39-40). La frontière coloniale (fig. 37) correspondait à un partage ethnolinguistique, qui s'étendait jusqu'aux immigrés chinois : Hokkien côté hollandais, Hakka côté portugais. Malgré la récurrence des combats avec les Portugais (fig. 41), les Timorais avaient fini par les intégrer à leur cosmologie. À la différence des Javanais, ils ont donc joué le soutien aux Occidentaux (i.e. les Australiens) face aux Japonais en 1943 (fig. 44) – et l'ont lourdement payé. Pour autant, malgré l'attribution méritée de la nationalité portugaise aux Timorais en 1953, Timor restait dans les années 1960 trois fois moins riche (P.N.B./cap de 76 \$) que le Portugal (246 \$), mais plus riche que l'Indonésie. Bref, malgré l'autosuffisance alimentaire (fig. 45 à 49), le sous-développement y demeurait sensible : faiblesse de l'enseignement primaire dans certains districts, quasi-absence d'enseignement secondaire (réduit au séminaire de Daré, d'où sont issus la plupart des dirigeants indépendantistes, et au lycée de Dili), insuffisance des infrastructures (fig. 42), etc. Espace à 95% rural, Timor-Est exportait essentiellement du café (fig. 50) et un peu de coprah. Du pétrole y a été découvert dans les années 1960 (fig. 56).

La révolution des oeilletts signait la rupture des équilibres coloniaux. Devant le repli des Portugais (fig. 57), virtuellement sans gouvernement, les Indonésiens décident d'envahir le territoire (fig. 58 à 60). Le gouverneur portugais s'enfuit en août 1975 ; la proclamation de l'indépendance en novembre 1975 par le Fretilin ne rencontre aucun écho. Devant la résistance, les Indonésiens "mettent le paquet", et envoient 14% du contingent à Timor. Démarre alors la campagne "encercllement et annihilation" (fig. 60), où les populations vaincues sont peu à peu regroupées dans des zones de plaine impaludées et de faible productivité agricole, puis servent de boucliers humains aux militaires indonésiens le long des voies routières (fig. 62, campagne "Barrière de membres"). Décapitée, la guérilla se réorganise autour de Xanana Gusmao et, après une trêve, relance la lutte (fig. 63 à 65). En réponse, les Indonésiens "ouvrent" partiellement Timor fin 1988 (fig. 66), sans pour autant désarmer la résistance. La politique d'indonésianisation des élites et l'effondrement du bloc de l'Est facilitent à l'inverse la démultiplication des réseaux de soutien à

l'intérieur et à l'extérieur de l'Indonésie : la chute du régime Suharto ne peut donc que préfigurer la fin de l'occupation indonésienne³.

Reste à en dresser un bilan. Le bilan humain varie selon que l'on se réfère aux sources indonésiennes, timoraises, ou internationales (voir fig. 68 à 76) : 200.000 tués depuis l'invasion, 250.000 selon les sources indépendantes, avec l'apparition de classes creuses, et la modification du traditionnel rapport de masculinité (10% d'hommes de plus que de femmes) en faveur d'un rééquilibrage des sexes (fig. 78-79). Au plan socioéconomique, priorité a été donnée aux instruments de contrôle "politique", au détriment, par exemple, de la santé (fig. 131-134) : réseau routier (fig. 80), alphabétisation en indonésien (fig. 82) et contrôle des naissances (fig. 81), assortis de la "transmigration" de populations javanaises et balinaises et de la réorganisation du territoire (fig. 85-86 et 97). A la fin des années 1990, les immigrés représentaient 10% de la population. Les quelques ressources de l'île ont été placées sous la coupe d'une quinzaine de sociétés, appartenant à l'armée ou aux grands groupes sino-indonésiens. La zone d'exploration d'hydrocarbures (essentiellement la Zone de coopération ou ZOCA, fig. 87) a servi d'instrument de négociation avec les pays occidentaux. Certes, le cœur de l'économie de l'île, l'agriculture (fig. 89 à 94), s'est sensiblement développé depuis la fin des années 1980, avec une nette croissance des cultures vivrières ; en revanche l'élevage (fig. 96) a périclité. Mais l'essor a surtout profité aux immigrants, auxquels étaient confiées les terres irrigables (fig. 88), ou à l'armée, qui exploitait les monopoles de commercialisation des cultures industrielles (café). La planification n'a pas eu grand rapport avec les réalités locales (forêts, fig. 97-98), avec pour résultat une pauvreté largement plus répandue qu'à Timor-Ouest (fig. 100).

On comprend donc qu'à la chute de Suharto, les forces indonésiennes établies à Timor-Est décident de prévenir l'aggravation des troubles en lâchant les milices pro-indonésiennes contre la résistance timoraise (fig. 101-102), puis en se préparant à évacuer une partie de la population vers l'ouest (fig. 103). Le changement de la donne internationale rendait pourtant possible la signature d'un accord avec l'O.N.U. et le Portugal (5 mai 1999), autorisant une consultation sur l'avenir du territoire. Le 30 août 1999, 98% des électeurs timorais se rendaient aux urnes : une écrasante majorité (78,5%) votait en faveur de l'indépendance. Quatre jours après, l'Indonésie proclamait la loi martiale à Timor, et se lançait dans une politique de terreur : destruction de bâtiments et du bétail (fig. 105-106), déplacements forcés de population (quelque 280.000 réfugiés, fig. 107-108). Il n'y avait donc pas d'autre issue que d'envoyer une force d'interposition multinationale (fig. 109-110), puis de reconnaître l'indépendance du territoire.

D'ici l'arrivée d'éventuelles recettes pétrolières, la survie économique du nouvel Etat dépend de trois facteurs. 1°) La restauration des consensus, avec le retour des

³ Pour les amateurs de 'fictions' politiques, signalons sur les réseaux timorais l'ouvrage de Kerry B. COLLISON, *The Tim-Tim man*, Maryborough, Victoria, PenFolk Publishing & Sydney Harta Publishers, 1996, 572 p. Collison, ancien attaché militaire australien en Indonésie, fut le seul Australien à s'être vu accorder la citoyenneté indonésienne personnellement par Suharto.

réfugiés (fig. 111-113 et 128), allant de pair avec la stabilisation politique (fig. 123-126) et institutionnelle (fig. 127). 2°) Le redémarrage économique, avec en priorité une reprise de l'agriculture (fig. 114) – laquelle occupe entre 70 et 80% de la population active, hors Dili (fig. 119) – et l'amorce d'une industrialisation (fig. 120). 3°) L'insertion dans les échanges régionaux et internationaux, ce qui implique la réduction du lien économique privilégié avec l'Indonésie (fig. 117-118). Une telle entreprise est d'autant plus ambitieuse que le territoire présente une grande complexité culturelle, dont atteste, entre autres, le fait qu'une langue 'extérieure' à la tragédie, le portugais, ait été choisi comme langue nationale au côté du *tetum* en 2002.

Illustré de plus d'une centaine de photographies prises par l'auteur, muni d'une chronologie, d'une bibliographie et d'un appareil critique conséquents, cet ouvrage synthétise un volume considérable de données historiques, économiques et politiques, en particulier sur les années postérieures à la chute du régime Suharto sur lesquelles aucune source n'est aisément accessible en Europe. A ce titre, il constitue un indispensable ouvrage de référence pour tous ceux désireux de prendre la mesure des traumatismes et des ruptures accumulés par les Timorais sur les trois dernières décennies : une 'tragédie' aussi lourde que la tragédie cambodgienne.

Marie-Sybille de VIENNE

MUTATIONS ET ECHANGES COMMERCIAUX

BULBECK, David, REID, Anthony, TAN Lay Cheng & WU Yiqi, *Southeast Asian exports since the 14th century, cloves, pepper, coffee and sugar, Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, 1998, 195 p. [ISEAS, 30 Heng Mui Keng Terrace Singapore 119614]*

David Bulbeck, chercheur au département d'archéologie et d'anthropologie de l'Université nationale d'Australie (A.N.U.), Tan Lay Cheng et Wu Yiqi, anciennes assistantes de recherche à l'A.N.U et à ECHOSEA (projet d'histoire économique de l'Asie du Sud-Est de l'A.N.U.), et Anthony Reid, professeur à l'Université nationale d'Australie, puis à U.C.L.A., ont entrepris la compilation des statistiques occidentales relatives aux exportations sud-est asiatiques. Avec pour hypothèse de départ l'idée que, dans cette zone particulièrement favorable aux échanges, les exportations constituent un marqueur pertinent des mutations économiques depuis l'époque moderne – même si les produits les plus importants, en valeur (entre 20 et 30%) du commerce eurasiatique demeurent jusqu'à la fin du XIX^e s. les produits chinois. Les données, de plus en plus fragmentaires au fur à mesure que l'on remonte dans le temps, ont été converties en des unités métriques et monétaires communes, et les lacunes des sources comblées par des estimations calculées sur la base des

tendances. Le choix des auteurs a été de s'en tenir aux données relatives aux quatre principaux produits d'exportation sud-est asiatiques, le clou de girofle, le poivre, le sucre et le café.

La recherche de sources d'approvisionnement directes en clou de girofle fut l'un des moteurs des Portugais. Leur arrivée à Ternate et Tidore en 1512 stimule pour un siècle les exportations. Puis la V.O.C. conquiert les deux sultanats (Ternate en 1606, Tidore en 1666), en extirpe les girofliers au profit d'Ambon, plus facile à contrôler, et instaure un monopole en 1656. Si les écarts de prix entre Malaka et Venise (via Java, Aceh, Jeddah, et l'Égypte) dans la seconde moitié du XV^e s. étaient considérables (de 1 à 30 pour les clous de girofle), l'ouverture des routes sud-est asiatiques par les Portugais les fait chuter (de 1 à 2 ou 3) – pour remonter ensuite du fait du monopole de la V.O.C. Les Hollandais verrouillent ainsi aux deux tiers l'approvisionnement de l'Inde, jusque-là première destination à l'exportation des Moluques. Il faudra attendre le début du XIX^e s. pour que la rupture du monopole hollandais se concrétise, avec la plantation de girofliers à Sumatra ouest et à Pinang.

Il en va autrement du poivre, dont la dispersion des zones de production rendait le monopole impossible. Si les Portugais réussissent à mettre la main sur la production indienne des Malabar, ce qui correspond à une hausse des prix européens, des circuits concurrents se rétablissent avec l'introduction du poivre à Sumatra et l'essor des emporiums de Banten et de Patani. À partir de 1670, la baisse de la demande européenne induit une baisse des prix. Un siècle plus tard, de nouvelles catégories d'entrepreneurs, Chinois et Acihais dans un premier temps, développent une culture intensive du poivre dans le Sud-Est Asiatique. Au bilan, entre le début du XVI^e s. et le début du XVIII^e s., les exportations sud-est asiatiques de poivre (en volume) sont multipliées par six, toutes destinations confondues ; et par près de 40 à destination de la seule région Europe-Moyen-Orient (cf. tableau p. 86) : on ne saurait mieux attester de l'essor commercial enclenché par l'arrivée des Portugais.

La production de sucre, développée en Asie du Sud-Est par les Chinois, essentiellement teochiu, à partir de la fin du XVI^e s., est d'abord à destination de la Chine, puis du Japon. Elle progresse ensuite à Java sous l'impulsion de la V.O.C. (XVII^e s.), puis, devant l'explosion de la demande européenne, aux Philippines (seconde moitié du XVIII^e s.), au Siam (début XIX^e), avant de devenir l'un des produits du *cultuurstelsel* à Java à partir de 1830. Entre les années 1630 (p. 117) et la fin du XVIII^e s., les exportations sud-est asiatiques de sucre – dont Java assure plus des 4/5 en fin de période – ont décuplé.

Le dernier produit, le café, est d'introduction récente, d'abord au Siam par les Arabes (XVII^es.), puis à Java par la V.O.C. (début XVIII^e), qui impose dès 1724 des cultures forcées aux Sundanais. Si les exportations javanaises plafonnent rapidement (2000-2500 t), elle sont concurrencées dès les années 1760 par celles d'une autre colonie hollandaise, le Surinam, trois fois plus importantes. Mais la culture du café repart à Java au début du XIX^e s., au point que, dès les années 1820, les exportations javanaises décuplent par rapport à la période précédente. Le café gagne alors le pays

Minangkabau. Moyennant quoi, entre 1820 et 1880, la production de café des Indes Néerlandaises progresse de plus du quintuple.

On le comprendra à la lecture de ces quelques notes, l'ouvrage est une mine d'informations pour les historiens économiques. Sur la base des données collationnées, il devient en effet possible de formuler une hypothèse sur l'évolution des prix au fur à mesure du développement des échanges, et sur l'incidence du contrôle ou de l'ouverture des marchés sur les prix mondiaux. Autre apport des sources, la périodisation de l'histoire économique sud-est asiatique : une première crise au milieu du XVII^e s., une reprise plus d'un siècle plus tard, à partir des années 1780, que prolonge une première 'industrialisation' des cultures d'exportation (1820-1870) ; suivie d'une seconde crise économique à la fin du XIX^e s. alors même que le système colonial est censé connaître son apogée. Autant de données qui ouvrent la voie à de multiples questionnements. On sera de surcroît sensible à la rigueur méthodologique autant qu'à l'acharnement statistique dont ont fait preuve les auteurs : l'une attestation parmi d'autres est le tableau 5.7.B (p. 170-174), sur les prix du café.

Marie-Sybille de VIENNE

REID, Anthony, *Charting the shape of early modern Southeast Asia, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 2000, 298 p. [ISEAS, 30 Heng Mui Keng Terrace Singapore 119614]*

Anthony Reid rassemble ici douze travaux élaborés entre 1975 et 1996, dont neuf – qui restent difficilement accessibles – déjà publiés sous diverses formes. Il propose ainsi une lecture de l'histoire économique du Sud-Est Asiatique du XV^e au XVIII^e s., conçue comme l'élimination des acteurs 'traditionnels' de l'échange par les 'nouveaux' compétiteurs issus de la 'mondialisation', avec en filigrane l'idée de formuler une hypothèse sur la paupérisation de l'Asie du Sud-Est.

Les douze contributions qui composent ce recueil sont présentées conformément à la chronologie de la période.

Définie en termes géographiques – en dépit de sa propre diversité – par les barrières qui la séparent de l'Inde et de la Chine, l'Asie du Sud-Est est la région d'Asie à la fois la plus affectée par le développement du négoce chinois, et la plus traumatisée par l'irruption occidentale, l'un et l'autre survenant alors même que les sociétés sud-est asiatiques sont en pleine mutation politique et culturelle.

Première de ces mutations, l'islamisation (ch. 2), fruit des courants d'échanges commerciaux et d'une certaine adéquation du soufisme aux cultes indigènes des morts. Dans un contexte politique austronésien, qui est celui d'une pulvérisation d'entités politiques mandalaïques et à dimensions variables, les Cham (ch. 3) réactivent leur traditionnelles connexions javanaises à l'époque de Majapahit (p. 45),

puis focalisent sur Malaka et les détroits lorsque Majapahit impose : ils enclenchent ainsi leur propre islamisation, et développent ensuite des liens avec Makasar.

Seconde mutation : la disparition de la navigation indo-“javanaise” (ch. 4). A. Reid l’interprète comme le passage d’une navigation effectuée sur des jonques hybrides – dont la technique de construction est javano-chinoise – pour le compte de groupes marchands métis du Pasisir en cours de ‘peranakanisation’, à une navigation ‘totok’ autorisée par la reprise d’un commerce officiel sous licence par les Ming en 1567.

Troisième mutation : la disparition d’Ayuthya comme emporium régional (ch. 5). A en juger par la confrontation des sources occidentales, chinoises et japonaises, Ayuthya apparaît à trois reprises comme l’acteur majeur du commerce sud-est asiatique: entre 1360-1450 ; après 1511 (prise de Malaka par les Portugais) et ce jusqu’à la fin des années 1550, où les conflits incessants avec les Birmans se soldent par le sac d’Ayuthya alors même que Malaka voit ses possibilités de commerce se rouvrir par l’installation des Portugais à Macao ; enfin des années 1650 (après la prise de Malaka par la V.O.C.) à 1690 (la conquête de Taiwan par les Qing survenant en 1683).

La dernière mutation analysée par l’auteur est l’émergence de Makasar (ch. 6, c. 1550-1650), à la conjonction – au sein du groupe ethnique Makasar – de relations pluriséculaires avec des marchands javanais, de la présence de ‘nomades des mers’ Bajau et d’une première conceptualisation de la royauté (Goa-Tallo). Le succès de Makasar repose dès lors sur une gestion commerciale particulièrement libérale (offrant des ‘garanties’ aux diverses communautés marchandes étrangères, etc.), et sur l’éclectisme de ses dirigeants. En témoignent les figures de Matoaya, roi de Gallo et ‘Premier-ministre’ de Goa, et de son fils Pattingalloang au XVII^e s. (ch. 7). Tout en accueillant les Portugais après leur éviction des Moluques, le premier fut l’artisan de la puissance commerciale et politique de Makasar, et de la conversion ‘forcée’ des Bugis à l’islam. Le second, grand lecteur d’ouvrages occidentaux, parfaitement bilingue portugais – il discuta en cette langue avec Alexandre de Rhodes – et féru de mathématiques, fut le véritable initiateur du ‘journal’ de Goa, assurant quotidiennement l’enregistrement des évènements marquants du royaume.

Dans les sociétés marchandes du Sud-Est Asiatique, traditionnellement ouvertes sur les réseaux, les Occidentaux ne furent au début du XVI^e s. que des étrangers comme les autres, des Indiens ‘blancs’ (*kala pyu* en birman). Reste que la hargne anti-musulmane des Portugais allait polariser à leur détriment le regard porté sur les *Feringgi* (les ‘Francs’, comme on les désigna rapidement sur la base d’un vocable arabe-persan), d’autant qu’ils étaient surarmés et agressifs. Restait à réintégrer les conquêtes occidentales dans les lectures indigènes, la défaite des Sud-Est Asiatiques sanctionnant la rupture des ordres établis, ou l’alliance des Occidentaux avec les forces mystiques : ainsi l’installation de la V.O.C. sur les terres de Pajajaran (Java Ouest) s’explique-t-elle par la magie de l’alliance d’une princesse de Pajajaran (dont des flammes jaillissaient du sexe) – exilée au large de Jakarta – avec un capitaine hollandais, union à l’origine de ... J.P. Coen (pp. 177-178).

Villes indigènes et comptoirs occidentaux comblaient leurs besoins de main d’œuvre par l’apport régulier de main d’œuvre servile (ch. 9), alimentée par la

généralisation de l'esclavage – ou plutôt une forme de servage – pour dette, complétée à l'occasion par la vente de prisonniers de guerre ou – à Sulu – de razzias. Les conditions de travail des esclaves – qui pouvaient à leur tour posséder des esclaves – étaient plutôt meilleures que celles des couches les plus pauvres de la population.

L'irruption des Occidentaux allait pourtant à la longue amputer les économies sud-est asiatiques d'une partie de leurs potentialités dynamiques (ch. 10). D'une part ils cherchèrent à imposer, fut-ce par la force, des monopoles commerciaux, au détriment des emporiums indigènes, ce qui poussa une partie des souverains sud-est asiatiques à instaurer à leur tour des monopoles, empêchant ainsi la formation d'une classe capitaliste indigène. D'autre part ils véhiculèrent une idéologie de la richesse fondée sur l'accumulation de biens matériels, à commencer par la propriété foncière, inverse de celle prévalant en Asie du Sud-Est, où ce qui était recherché était non la terre, en abondance et pour l'essentiel inexploitée, mais la main d'œuvre, en quantité limitée.

Même si l'âge d'or du commerce sud-est asiatique s'achève dans la seconde moitié du XVII^e s., les sociétés sud-est asiatiques ne restent pas pour autant immobiles. Les Qing ré-autorisent officiellement les Chinois à commercer outre-mer à partir de 1727 ; il s'ensuit pendant plus d'un siècle un nouveau développement des échanges sud-est asiatiques (ch. 11). Et si certaines des sociétés sud-est asiatiques choisissent de se replier sur elles-mêmes à des fins protectrices, d'autres tentent de résister par la modernisation ou la mobilisation religieuse (ch. 12).

Multipliant les approches transversales sur la zone et très richement documenté, l'ouvrage d'A. Reid fourmille d'informations : ainsi y apprend-on, par exemple, que les Siamois accompagnaient l'envoi du tribut à la cour des Ming de documents écrits en arabico-persan, et qu'il fallut attendre 1487 pour que la cour impériale accepte des documents écrits en siamois (p. 88). A. Reid ouvre ainsi la porte à de multiples questionnements historiques et anthropologiques, invitant à une réécriture synchronique de l'histoire du Sud-Est Asiatique.

Marie-Sybille de VIENNE